

N°ARR2023-215	VILLE DE SEVRAN
Département de la Seine-Saint-Denis	ARRÊTÉ DU MAIRE
Arrondissement du Raincy	
Canton de Sevrans	

Service émetteur : Direction de l'Urbanisme et du Foncier

Objet : Refus de Permis de construire comprenant ou non des démolitions PC 22-74

Demande déposée le : 25/10/2022 Complétée le : 22/02/2023 Affichée en mairie le : 01/11/2022	Référence dossier : N° PC 93071 22 C0074
Demande : Construction d'un collectif de 25 logements Sur un terrain sis : 31, allée des Peupliers 93270 Sevrans Référence cadastrale : BV134 Destination : Habitation Surface de plancher créée : 1 583,00 m ²	Demandeur : SIMPROM Benjamin FENDER Demeurant 20bis rue Louis Philippe 92200 Neuilly-Sur-Seine

Le Maire,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu le Code de l'urbanisme, notamment les articles L. 421-1 et suivants, R. 421-1 et suivants,
Vu le Plan Local d'Urbanisme approuvé le 15 décembre 2015 par délibération du conseil municipal,
Vu la demande de Permis de construire comprenant ou non des démolitions susvisée,

Arrête

Considérant que,

- Le projet consiste en la construction d'un immeuble d'habitation de 25 logements,
- Le projet prévoit l'implantation du bâtiment sur une bande de plus de 12.00m de profondeur à partir de l'alignement sur le côté droit de la construction. Or, le PLU Article UEV 7.2.2 précise sur

les limites latérales que ce retrait doit être au moins égal au tiers de la hauteur de la construction avec un minimum de 3.00m. Le projet méconnaît les dispositions de l'article UEV/7.2.2. du Plan Local d'Urbanisme.

- Le projet prévoit la création d'un accès par l'avenue de Suriegès d'une largeur inférieure à 3.50m. Or, le PLU Article UEV 3.1.3 précise qu'aucun accès ne peut avoir une largeur inférieure à 3.50m. Le projet méconnaît les dispositions de l'article UEV/3.1.3. du Plan Local d'Urbanisme.
- Dans ces conditions, l'ensemble des travaux projetés ne peut être autorisé.

Article 1 : Le Permis de construire comprenant ou non des démolitions est **REFUSÉ** pour le projet décrit dans la demande susvisée.

Article 2 : Le Directeur Général des Services et le comptable public sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution des présentes dispositions.

Article 3 : Le présent arrêté :

- sera transmis au préfet de la Seine-Saint-Denis au titre du contrôle de légalité ;
- peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès du maire de Sevrans dans un délai de deux mois à compter de son affichage, de sa publication ou notification, de sa transmission au contrôle de légalité. L'absence de réponse dans un délai de deux mois à compter de sa réception équivaut à une décision implicite de rejet (art L. 411-7 CRPA) ;
- peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Montreuil par courrier ou sur le site *Télérecours* www.telerecours.fr dans un délai de deux mois à compter de son affichage, de sa publication ou notification, de sa transmission au contrôle de légalité ou à compter de la réponse explicite ou implicite du maire si un recours gracieux a été préalablement exercé.

Fait à Sevrans. 10 MAI 2023



Le Maire,
Stéphane BLANCHET

DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS :

Si vous entendez contester la présente décision, vous pouvez saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les **deux mois** à partir de sa notification. Vous pouvez également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou, lorsque la décision est délivrée au nom de l'État, saisir d'un recours hiérarchique le ministre chargé de l'urbanisme. Cette démarche prolonge le délai du recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse. (L'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois vaut rejet implicite).

Les tiers peuvent également contester cette autorisation devant le tribunal administratif compétent. Le délai de recours contentieux court à l'égard des tiers à compter du premier jour d'une période continue de deux mois d'affichage sur le terrain conformément aux dispositions ci-dessus.